



Opinion | Le risque de pénurie pétrolière doit être pris en compte dans la PPE

Les carburants pétroliers constituent la première source d'énergie finale consommée en France. Or, les alertes quant à une perspective de pénurie mondiale de brut se multiplient. L'importance stratégique de l'accès au pétrole justifierait que ce risque soit pris en compte par la Programmation pluriannuelle de l'énergie.



Par **Maxence Cordiez** (ingénieur dans le secteur de l'énergie)

Publié le 19 févr. 2020 à 16:05 | Mis à jour le 19 févr. 2020 à 16:46

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est un outil servant à piloter la politique énergétique française. Le projet de PPE couvrant la période 2019-2028 est en consultation jusqu'au 19 février sur le site du Ministère de la transition écologique et solidaire[1]. Ce document de 395 pages couvre de nombreuses questions gravitant autour de la stratégie énergétique française : réduction des émissions de gaz à effet de serre, objectifs sectoriels d'efficacité énergétique et de baisse des consommations de combustibles fossiles, objectifs de développement des énergies dites "renouvelables", bouquets électriques sectoriels et... sécurité d'approvisionnement.

L'énergie abondante est le sang qui irrigue nos sociétés : mobilité, chauffage, production industrielle, usages électriques... La pérennité de l'adéquation entre demande et accès à l'énergie est donc essentielle. Cette sécurité d'approvisionnement comprend deux volets :

- anticiper, se prémunir et gérer une éventuelle rupture d'approvisionnement (qui peut par exemple être causée par des grèves ou attentats visant des infrastructures de transformation ou de transport d'énergie) ;

- anticiper une éventuelle pénurie régionale ou mondiale de combustibles à même d'affecter la France.

Dans le cas des carburants liquides – issus essentiellement du pétrole – si le risque d'une éventuelle rupture d'approvisionnement est plutôt bien pris en compte, la question de l'adéquation offre-demande de pétrole à l'horizon de la PPE n'est pas mentionnée. Pourtant, la réponse à cette question ne va pas de soi et les carburants issus du pétrole étant la première source d'énergie finale en France, l'enjeu est de taille.

L'hypothèse d'une pénurie de pétrole ne peut pas être exclue

Ces dernières années, nombreux sont les acteurs du pétrole à tirer la sonnette d'alarme quant à un risque de pénurie d'ici à l'horizon 2025. Pour rappeler le contexte, le maximum mondial d'extraction de pétrole dit "conventionnel" a été atteint en 2008 selon l'Agence internationale de l'énergie[2]. En entraînant une forte hausse du prix du baril – lequel a atteint plus de 140 \$ en mai 2008 –, le passage du "pic conventionnel" mondial a probablement été à l'origine de la crise financière de 2008. L'explosion du prix du brut a permis le boom des pétroles non conventionnels aux États-Unis, dont l'extraction par fracturation hydraulique est particulièrement onéreuse et, aujourd'hui encore, non rentable. C'est pourtant ce pétrole qui permet depuis une dizaine d'années de répondre à la hausse de la demande mondiale.

Du fait de particularités liées à l'extraction du pétrole "de schiste", ainsi que de la faiblesse des investissements découlant d'un baril revenu à une soixantaine de dollars, l'Agence internationale de l'énergie signale un risque de pénurie à horizon 2025 [2]. Ce risque a été confirmé par une étude scientifique publiée en décembre dernier dans la revue à comité de lecture de l'Institut français du pétrole énergies nouvelles (IFPEN) [3], et rejoint plusieurs déclarations de pétroliers : Total[4], Saudi Aramco[5]...

Un risque n'est – par définition – pas une certitude. Cependant, nulle stratégie solide ne peut se concevoir sans évaluation et prise en compte des risques. Quand un enfant joue en haut d'un escalier, on n'attend pas de voir si le risque de chute se réalise pour agir a posteriori. Dans le cas qui nous intéresse, la crédibilité et la multiplicité des acteurs qui le relaient devraient nous inciter à le prendre en compte de manière bien plus sérieuse qu'on le fait actuellement.

Une pénurie pétrolière ne signifie pas une rupture d'approvisionnement

Quand on parle de pénurie pétrolière, le film Mad Max peut venir à l'esprit, avec des stations-service à sec et des véhicules arrêtés sur le bord de la route. La réalité serait très différente. L'émergence d'un écart entre la demande et l'offre de pétrole se manifesterait par une hausse du prix du baril qui, au-delà d'un certain seuil, affecterait l'économie. En retour, la destruction d'activité économique occasionnée par l'augmentation du prix du brut limiterait sa hausse, voire le ferait redescendre.

Il est donc probable que le prix du pétrole à la pompe augmente, mais là n'est pas le cœur du problème. Il faut surtout s'attendre aux conséquences d'une crise économique : éclatement de bulles spéculatives, chômage, récession, coupes budgétaires, etc.

Ce n'est pas parce que la France n'a la main ni sur l'offre ni sur la demande mondiale de pétrole qu'elle ne doit pas évaluer les risques pesant sur leur adéquation. Nous disposons d'outils permettant d'améliorer notre résilience face à une pénurie. Ceux-ci passent par des mesures d'économie et de substitution du pétrole par d'autres sources d'énergie. Cobénéfiques, de telles actions serviraient la lutte contre le changement climatique et permettraient de rééquilibrer la balance commerciale française – les produits pétroliers coûtant quelques dizaines de milliards d'euros par an à l'Hexagone. Enfin, agir dès à présent nous donnerait un avantage compétitif face aux autres États refusant, comme nous le faisons aujourd'hui, d'anticiper ces difficultés.

[1] MTES, https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/ppe_pour_consultation_du_public.pdf

[2] IEA, World Energy Outlook, 2018

[3] P. Hacquard et al., Is the oil industry able to support a world that consumes 105 million barrels of oil per day in 2025?, Oil Gas Sci. Technol., 74 (2019) 88

[4] J.-M. Bezat and N. Wakim, "Patrick Pouyanné, PDG de Total : "Après 2020, on risque de manquer de pétrole"", Le Monde, 6/2/18

[5] A. Raval, "Saudi Aramco chief warns of oil supply crunch", The Financial Times, 9/7/18